

LE BILAN DE GEORGE W. BUSH : DE LA GUERRE PERPÉTUELLE À LA CRISE SYSTÉMIQUE

RÉMY HERRERA *

Après deux mandats présidentiels, G. W. Bush laisse à son successeur un pays dans un état catastrophique. Aux guerres ingérables et sans fin de l'extérieur s'ajoutent une économie en pleine crise sociale et financière et le risque de voir son statut de puissance hégémonique planétaire remis en cause.

Entre crise et guerre, aucun président des États-Unis depuis Franklin D. Roosevelt n'a dû faire face à des défis comparables à ceux que va devoir affronter dans les prochains mois Barack Obama. Le bilan que lui transmet son prédécesseur peut difficilement être pire, entre autres, et en plus de « broutilles » comme le refus de signer le protocole de Kyoto pour la sauvegarde de la planète, le mépris des règles des Nations unies et l'abandon des populations pauvres à leur sort (comme après le passage du cyclone Katrina à La Nouvelle-Orléans) : deux guerres odieuses et impossibles à gagner (l'une en Afghanistan, lancée en représailles aveugles du 11 septembre 2001 ; l'autre en Irak, entreprise pour le contrôle du pétrole) ; une faillite financière transformée en crise capitaliste systémique de dimension globale ; et une haine profondément enracinée contre les États-Unis dans la plupart des peuples du Sud.

L'échec de la stratégie néolibérale

Après l'éclatement de la bulle financière de la nouvelle économie (l'envolée des valeurs boursières liées aux nouvelles technologies de l'information et des communications) et le brutal ralentissement de l'activité qui s'ensuit en 2000 – ce qui facilita alors, avec la fraude, la victoire des Républicains aux élections présidentielles –, le taux de croissance du produit intérieur brut

* ÉCONOMISTE, CNRS (CENTRE D'ÉCONOMIE DE LA SORBONNE)

(PIB) s'était progressivement accéléré à partir du dernier trimestre 2001. En volume et à prix constants, il est ainsi passé de 0,8% en 2001 à 1,6% en 2002, 2,5% en 2003 et 3,9% en 2004. La croissance se stabilisa ensuite à un niveau relativement élevé, à 3,2% en 2005 et 3,3% en 2006, avant que la crise financière, manifestée dès la fin 2006 dans le secteur immobilier, ne brise cette trajectoire, l'infléchissant à partir de l'été 2007 pour la faire baisser sous le seuil des 3%, puis s'effondrer au second semestre 2008. Au cours des huit années de mandat de G.W. Bush, le taux de croissance moyen de l'économie aura donc été légèrement supérieur à 2,5% en rythme annuel. Il s'agit d'une expansion, certes un peu plus forte que dans l'ensemble de l'Union européenne et au Japon, mais assez instable, et surtout de basse intensité, par rapport à celle enregistrée par les économies « émergentes » du reste du monde (notamment les « BRICS » : Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud).

Les ressorts de la croissance, actionnés par la stratégie néolibérale mise en œuvre par les grands propriétaires du capital mondialement dominant, la rendaient cependant, dans une large mesure, artificielle et insoutenable, car porteuse de déséquilibres aux effets cumulatifs. On savait ces déséquilibres insupportables pour la quasi-totalité de la population mondiale, aux périphéries du Sud comme de l'Est, et même pour les peuples de l'Union européenne et du Japon, dont les politiques économiques sont contraintes par les choix souvent unilatéraux de leur « partenaire » américain. La crise actuelle a au moins le mérite d'apporter la preuve que ces déséquilibres à la fois internes et externes sont insupportables aussi et surtout pour l'hégémonie du système mondial capitaliste, pour les États-Unis eux-mêmes—ce dont, pour notre part, et depuis plusieurs années, nous ne doutions pas¹.

Sur la durée des deux mandats présidentiels de G.W. Bush, le taux de profit aux États-Unis a été élevé jusqu'à des hauteurs jamais atteintes, même par les sommets du milieu des années

¹ L'auteur de ces lignes soutenait, dans un discours intitulé « Guerre et crise » lors d'une conférence organisée à La Havane en janvier 2004 (« Mondialisation et problèmes du développement »), que « *les très profonds déséquilibres de l'économie états-unienne ont atteint les limites extrêmes du supportable* » et que leur correction, inévitablement brutale, en forme de gigantesque dévalorisation de capital, était inévitable. Le support écrit de cette intervention a été publié depuis, notamment dans *Political Affairs* (New York).

1960 ou des années 1990. On se souvient qu'après une lente descente amorcée à la fin de la décennie 1960, le taux de profit états-unien s'était continûment redressé à partir du tout début des années 1980, sous les coups de fouet du néolibéralisme (à commencer par le relèvement brutal des taux d'intérêt par la Réserve fédérale de P. Volker en octobre 1979), avant de se réduire un peu dans la seconde moitié des années 1990. Ce n'est qu'à compter de 2001 qu'il était reparti à la hausse, très fortement, et spécialement sous l'impulsion de l'explosion des profits bancaires et financiers. Mais fondamentalement, les gains de productivité enregistrés aux États-Unis, après l'accélération exceptionnelle de l'épisode de la « nouvelle économie », ont été freinés par le net fléchissement du taux d'investissement, pour rejoindre leur tendance plus modérée de longue période. Depuis dix ans, maints analystes insistent, dans l'intention le plus souvent d'ériger les États-Unis en « modèle » à suivre, sur les progrès de la productivité du travail, en apparence plus rapides outre-Atlantique qu'en Europe. En réalité, ce différentiel de productivité du travail serait plus faible que ne le laissent à penser les données officielles, car limité à un petit nombre de secteurs (dans les services principalement, au premier rang desquels les services financiers, et dans une moindre ampleur du commerce), et attribuable à des divergences de définition conceptuelle et de mesure statistique de la productivité.

Entre 2000 et 2008, la part des salaires dans la valeur ajoutée états-unienne a eu tendance à diminuer—sauf pour les rémunérations versées aux cadres supérieurs, qui se sont envolées. La concentration des revenus au bénéfice des 10 % les plus riches est toujours plus marquée. Alors que la proportion des revenus qui leur revenait était d'environ un tiers en 1980, près de trois décennies de néolibéralisme l'ont porté, par itérations successives et malgré quelques à-coups boursiers (1987, 1992 et 2000), à la moitié du revenu total aujourd'hui—soit le plus fort niveau de concentration de richesses sur un siècle. Si nous retenons non plus le décile mais le centile le plus riche (le 1 % des ménages les plus fortunés), leur part dans le revenu national est passé en 30 ans (entre 1979 et 2008) du dixième au quart. Il n'est pas exagéré d'avancer que ce sont ces inégalités, considérablement aggravées au profit des classes dominantes par le gonflement disproportionné des revenus financiers sous les mandatures de G.W. Bush—mais le mouvement était déjà puissamment engagé sous l'administration Clinton—, qui expliquent l'essentiel des déformations macro-économiques observables aux États-Unis au cours de ces dernières années, et dont la conséquence logique est la débâcle financière planétaire actuelle.

Parmi les composantes de demande intérieure qui ont le plus directement contribué à la croissance, c'est de loin la consommation privée qui a joué le rôle-moteur le plus important. Encore faudrait-il immédiatement souligner que cette dynamique a surtout été propulsée par la consommation des ménages les plus aisés, qui, contrairement aux classes populaires, n'ont pas subi la rigueur salariale et la contraction de l'emploi caractéristiques de la croissance néolibérale. Les fruits de la croissance ont été captés par une toute petite minorité de privilégiés, dont les comportements de consommation et le style de vie ont orienté l'*American way of life* – déjà préoccupant – vers des dépenses toujours plus somptuaires et provocatrices. Ces délires sont allés de pair avec la poursuite de la chute du taux d'épargne, si accentuée dans le cas des détenteurs des plus gros patrimoines, ponctionnant les plus grosses plus-values sur les actifs financiers et immobiliers, que le taux d'épargne des ménages est devenu négatif ces dernières années, au niveau national. Aux États-Unis – comme d'ailleurs dans leur copie européenne, la Grande-Bretagne –, l'endettement du secteur privé est un phénomène qui remonte au début de l'ère néolibérale, dans la première moitié des années 1980. Mais la spirale du surendettement des ménages ne s'est emballée que récemment, à partir de 2000-2001 – en même temps que le mythe du « *tous propriétaires* » –, sous l'effet de l'essor des crédits à la consommation et, surtout, des nouveaux contrats hypothécaires.

Puisque la logique néolibérale bride la demande en comprimant les salaires, la croissance économique n'a pu être maintenue qu'en permettant un développement à l'extrême du crédit. La contrepartie extérieure d'une telle croissance, dopée par le surendettement, se repère dans la lente détérioration de la balance des paiements des États-Unis, en particulier dans un déficit de leurs opérations courantes, qui s'est creusé au point de ne pratiquement plus réagir à la dépréciation très prononcée depuis plusieurs années du dollar (face à l'euro ou au yen). Ces déséquilibres externes n'ont pu être résorbés qu'au travers d'un drainage de flux massifs de capitaux durables en provenance du reste du monde. Ce drainage doit être interprété comme une ponction opérée par les élites états-uniennes sur l'ensemble des richesses produites à l'échelle mondiale – car l'hégémonie mondiale a encore les moyens militaires de l'imposer, y compris à ses alliés impérialistes. Tout indique que, dans un très proche avenir, ces transferts vers le centre du système mondial devront encore s'accroître, dans des proportions tout à fait considérables, pour pouvoir financer les plans successifs de sauvetage du

capitalisme, dont la dynamique néolibérale s'est totalement bloquée aux États-Unis mêmes.

Le déclenchement de la crise systémique

Les origines de la crise « financière » qui frappe actuellement les États-Unis et les économies capitalistes du Nord se localisent dans les perturbations du secteur de l'immobilier, qui ont leurs propres mécanismes de « bulle » auto-entretenu. Elles sont une continuation de problèmes non résolus en 2000-01, lors de l'implosion de la bulle de la nouvelle économie. Plus en profondeur, et par-delà les crises en chaîne traversées par les grands pays du Sud et de l'Est, aux périphéries du système mondial capitaliste (Argentine en 2000-01, Brésil et Russie en 1999-2000, Asie en 1998-1999, Mexique en 1994 au moment de l'intégration de l'ALENA), les conditions de cette crise sont à l'œuvre depuis le mouvement de dérégulation des marchés monétaires et financiers. Car depuis le démantèlement du dispositif de Bretton Woods dans les années 1970, le système du crédit, lieu par excellence de création du « capital fictif », a connu des transformations majeures, avec notamment la création des produits « dérivés » ou le processus de titrisation des crédits. La plus grande part du capital fictif est pourtant devenue parasitaire, dépassant de beaucoup celui destiné à la seule reproduction du capital productif. En dépit de sa nature non productive, ce capital bénéficie d'une redistribution de plus-value et alimente la formation de capital fictif additionnel comme moyen de sa propre rémunération. Pour parvenir à relancer un nouveau cycle d'accumulation du capital, la crise actuelle devrait dévaloriser un montant absolument gigantesque de capital fictif parasitaire. Les contradictions du système mondial capitaliste sont cependant désormais si fortes qu'une telle dévalorisation risquerait de le pousser vers un effondrement.

Préparée par des années d'accumulation de capital fictif, la crise immobilière s'enracine dans l'octroi de prêts à des ménages s'endettant pour devenir propriétaires de leurs logements. Banques commerciales et institutions spécialisées dans le financement immobilier ont accordé des crédits à hypothèques, qu'elles transformaient en titres par la création de produits dérivés vendus sur les marchés financiers. Ainsi, elles transféraient les risques de défaut de paiement, gonflaient les capacités d'emprunt et orientaient les prix de l'immobilier à la hausse. Entre fin 2004 et début 2006, de plus en plus de prêts furent concédés à des familles ne disposant pas d'échéanciers favorables de

remboursement (*subprimes*). Les contrats prévoient souvent des traites supportant des taux d'intérêt révisables (de 1 à 2 % en début de période, puis supérieurs à 10 ou 15 % après quelques années). Les produits dérivés créés étaient d'autant plus attractifs que des institutions financières les intégraient dans des instruments composites de refinancement et que les agences de notation, censées évaluer les risques (mais payées par les émetteurs des nouveaux produits financiers), leur attribuaient les « meilleures notes »... La crise éclata lorsqu'une masse critique de débiteurs éprouva des difficultés à rembourser leurs emprunts, après la hausse des taux d'intérêt de la Réserve fédérale – pour financer le budget militaire lié aux guerres d'Irak et d'Afghanistan. Dans un contexte où les prix des titres composites et les risques effectifs sont mal évalués, les problèmes se sont vite déplacés du compartiment des *subprimes* vers celui des crédits immobiliers, puis celui des crédits solvables (*primes*). L'explosion de la bulle des instruments adossés aux hypothèques contamina rapidement d'autres segments des marchés financiers et, de là, le marché monétaire proprement dit.

Mais les facteurs les plus décisifs de cette crise ne sont pas tous financiers : dans la sphère « réelle », les difficultés des familles en défaut de paiement s'expliquent par les politiques poussant toujours plus à la rigueur salariale, à l'allongement de la durée du travail, à la précarisation des emplois, à l'insécurité des conditions de vie... De la même manière, les pires effets de la crise seront supportés aux États-Unis par les ménages les plus pauvres. En plus des 2,5 millions déjà enregistrées jusqu'à maintenant, des millions d'autres familles vont perdre leurs logements dans les prochains mois. Chômage et pauvreté vont très certainement s'accroître, tandis que le pouvoir d'achat des salaires aura tendance à baisser. De façon générale, et sans universalisation des systèmes de santé (limité à Medicare et Medicaid) et des allocations-chômage, les conditions de vie des classes populaires y deviendront plus difficiles encore. Au moment où éclate ouvertement la crise, plus de 35 millions de citoyens vivent déjà sous le seuil de pauvreté. En 2008, plus d'un Noir afro-américain sur quatre est déjà considéré comme pauvre aux États-Unis.

Début août 2007, les Banques centrales européennes, états-unienne et japonaise accordaient pour plus de 350 milliards de dollars de nouveaux crédits au système bancaire international en moins d'une semaine, afin d'éviter une pénurie de liquidités et de stopper la chute des bourses après la suspension des activités de plusieurs fonds spéculatifs engagés dans des placements

immobiliers risqués. Au second semestre 2007, les marchés financiers restaient très volatiles, à chaque annonce des pertes enregistrées par les grandes banques états-uniennes (Citigroup). La Bank of England devait quant à elle renflouer la Northern Rock—face à la première ruée bancaire dans un pays du Nord depuis près d'un siècle—avant de la nationaliser en février 2008. Dès le 22 janvier, le lendemain d'une chute mondiale des cours boursiers, la Réserve fédérale des États-Unis réduisait son taux d'intérêt (à 3,0%). Les plans de sauvetage avancés alors par le (s conseillers du) président G.W. Bush n'étaient pas à la hauteur et ne firent qu'étendre le mouvement de panique.

Début septembre 2008, la dégradation de la situation sur les marchés financiers était telle que la nationalisation des deux premiers assureurs (semi-publics) de prêts hypothécaires aux États-Unis, clés de voûte du système, devint inévitable. L'un des points tournants de la crise fut, le 15 septembre, la non-intervention des autorités monétaires—néolibéralisme oblige—lors de la faillite de Lehman Brothers. Assurément, les conséquences de cet immobilisme en termes de démultiplication des risques de déstabilisation de l'ensemble du système de financement, y compris de la dette de l'État (notamment *via* les « CDS »), n'ont pas été mesurées. En quelques jours, Trésor (Paulson) et Fed (Bernanke) changeaient radicalement de position : la compagnie d'assurance AIG était nationalisée, les ventes à découvert étaient (provisoirement) interdites, des lignes de crédits spéciales étaient ouvertes à la Fed pour les banques Morgan Stanley et Goldman Sachs, la reprise par J.P. Morgan de la principale caisse d'épargne du pays (Washington Mutual, à l'origine de la plus importante faillite de l'histoire) était directement assistée par l'État, un « fonds de défaisance » (de 700 milliards de dollars) était créé, les autorités monétaires des États-Unis entraînaient massivement (« à l'européenne ») dans le capital d'une sélection des plus puissants oligopoles bancaires en extrême difficulté... Mais la contagion à l'échelle planétaire n'a pas pu être stoppée par le « camarade Bush »...

La guerre perpétuelle contre le Sud

La domination de la haute finance états-unienne n'est plus désormais maintenue que par la force et la militarisation toujours plus poussée des États-Unis. Polarisé à l'extrême, le système mondial capitaliste fonctionne de plus en plus directement par la guerre, dont les premières victimes sont les plus pauvres dans les pays du Sud. Ils subissent la violence visible des guerres

impérialistes là où elles interviennent et, partout, par les lois du marché, celle, invisible, des rapports sociaux capitalistes. La marche forcée de l'économie irakienne vers le néolibéralisme, sitôt le pays occupé par les agresseurs de la « coalition », en fournit une flagrante illustration.

Sans le moindre droit sur l'Irak et ses ressources, la coalition d'occupation emmenée par les États-Unis (et leur extension européenne, la Grande-Bretagne) a privatisé la totalité des services publics du pays, soit plus de 200 entreprises (eau, électricité, téléphonie, télévisions et radios, chemins de fer, aéroports, hôpitaux...) pour les livrer aux transnationales étrangères sous couvert de « reconstruction »—et alors qu'une loi interdisait la formation de syndicats ². L'administrateur civil de l'autorité provisoire nommé par G.W. Bush, P. Bremer, édicta durant ses 13 mois de fonction une centaine d'ordonnances (*Coalition Provisional Authority Orders*), qui firent office de lois nationales, hors de tout contrôle démocratique. Selon l'*Iraq Revenue Watch 2004*, les firmes états-uniennes (et britanniques) ont reçu 85 % des contrats (eau pour Bechtel, téléphonie pour MCI...). L'ordonnance 17 garantissait l'immunité juridique aux occupants et à leurs sous-traitants (complétée par l'*Executive Order 13303* qui les protégeait contre toute poursuite aux États-Unis). L'ordonnance 38 exempta les firmes de la coalition de taxes à l'importation, tandis que l'ordonnance 39 autorisait les participations étrangères jusqu'à 100 % dans les propriétés foncières et les sociétés irakiennes, ainsi que le rapatriement des placements financiers et des profits réalisés en Irak. L'ordonnance 40 permit aux étrangers de posséder des banques locales. L'ordonnance 81 imposa la privatisation de ressources biologiques, des brevets sur le vivant (semences agricoles) et la libéralisation du commerce des OGM. En février 2004, l'Irak devenait observateur à l'OMC, avant de déposer sa candidature d'adhésion, en procédure d'urgence, en décembre de la même année. La guerre d'Irak transforma ce pays en l'une des économies les plus néolibéralisées du monde. Elle aurait causé la mort de plus d'un million d'Irakiens ³.

La plupart des observateurs sous-estiment, pour une raison ou une autre, l'importance du secteur militaire dans l'économie des États-Unis. Les dépenses de défense états-uniennes se situent

² Pour plus de détails, voir le website du Centre Europe-Tiers-Monde : <http://www.cetim.ch>.

³ Estimation de l'*Opinion Research Business* d'août 2007. Voir le numéro d'*Afrique Asie* de septembre 2008.

à l'heure présente un peu au-dessus de 4 % du produit intérieur brut. Pour l'année 2008, le président G.W. Bush a demandé au Congrès la somme globale de 647,2 milliards de dollars au titre de la défense nationale («*function 050*») : budget du Département de la défense (DoD) correspondant à la «*subfunction 051*» du niveau fédéral, plus une série de dépenses supplémentaires de nature militaire supportées par d'autres ministères (comme ceux de la Sécurité intérieure, de la Justice, de l'Énergie...). Au total, cela représente à peu près un cinquième du budget de l'État fédéral – et un peu moins de la moitié des dépenses militaires mondiales. La charge réelle supportée par les États-Unis est en fait sensiblement plus lourde. D'après les calculs de J.B. Foster *et alii.* de la *Monthly Review*, les dépenses militaires du pays dépasseraient les 1 000 milliards de dollars en 2008, en y incluant les dettes qui leur sont associées. C. Johnson, l'un des meilleurs spécialistes des questions militaires, avance pour sa part un total de 1 100 milliards de dollars pour la même année 2008.

Nous l'avons montré ailleurs, les problèmes conceptuels, méthodologiques et statistiques relatifs aux données militaires sont particulièrement délicats à traiter ⁴. Ainsi, même corrigé à la hausse, le fardeau militaire (la proportion des dépenses de défense par rapport au produit intérieur brut) ne suffit pas à rendre compte de l'ampleur et du rôle économique de ce secteur. La réflexion doit aussi être menée en termes de rapports de forces militaires, ce qui nécessite notamment de raisonner en niveaux de «*capital militaire*» (et non pas seulement en flux), de comparer ces niveaux avec les stocks des puissances considérées comme rivales ou ennemies potentielles, et d'intégrer des indicateurs de sécurité qui dépendent de l'étendue des réseaux de bases militaires implantées dans le monde, mais aussi des traités de défense régionaux et/ou internationaux, entre autres. La question de la nature et de la puissance des équipements et des armes possédés est bien sûr décisive dans cette analyse. La supériorité militaire des États-Unis est nette, pour chacun de ces critères.

Cela ne signifie pourtant ni qu'ils sortiront vainqueurs des guerres d'Irak et d'Afghanistan, ni qu'ils parviendront à relancer un cycle d'accumulation du capital par la poursuite de leurs guerres impérialistes. En effet, les destructions de capital qui sont causées par ces conflits, considérables pour les pays du Sud qui les souffrent et pour leurs peuples, ne permettront pas

⁴ Herrera, R. (1994), *Les Données statistiques de dépenses militaires*, Centre de Développement de l'OCDE.

d'enclencher un nouveau cycle long d'expansion du capital aux États-Unis, comme ce fut le cas avec la reconstruction après la Seconde Guerre mondiale. Les effets de demande effective associés à ces guerres, qui affectent surtout le court terme, comme les effets technologiques, qui ne s'avèrent vraiment positifs que pour les entreprises du complexe militaro-industriel, demeurent largement insuffisants pour relancer la croissance au centre du système mondial capitaliste.

Mais il y a assurément des profiteurs des guerres d'Irak et d'Afghanistan. Il s'agit des grandes transnationales productrices d'armes, dont les chiffres d'affaires sont astronomiques: aux États-Unis, Lockheed Martin (36,1 milliards de dollars en 2006), Boeing (30,8 milliards), Northrop Grumman (23,7), Raytheon (19,5), General Electric (18,8), L-3 Communications (10,0), United Technologies (7,7), Kellogg, Brown & Root (6,4)... en plus du britannique BAE Systems, du néerlandais EADS, de l'italien Finmeccanica, du français Thales... Il s'agit également des nombreuses firmes privées bénéficiaires des contrats du Pentagone en Irak et en Afghanistan (comptabilisation de mi-2002 à mi-2004): KBR, alors filiale de Halliburton (11,4 milliards de dollars), Parsons (5,3), Fluor Corp. (3,8), Washington Group International (3,1), Shaw Group E & I (3,0), Bechtel (2,8), Perini (2,5), Contrack International (2,3), Tetra Tech, USA Environmental, CH2M Hill, American International Contractors... La mainmise de la finance états-unienne sur ces entreprises d'armement se repère, notamment, dans la part de leur structure de propriété du capital détenue par des investisseurs institutionnels, eux-mêmes contrôlés par les plus grands oligopoles bancaires et financiers: 95% pour Lockheed Martin, 85% pour L-3 Communications, 83% pour Northrop Grumman, 76% pour General Dynamics, 70% pour Raytheon, 66% pour Titan, 65% pour Boeing...

Le coût de la guerre est en revanche bien plus difficile à évaluer qu'un chiffre d'affaires, et les estimations fournies restent extrêmement hasardeuses, y compris celle (de 3000 milliards de dollars) avancée par le prix Nobel d'Économie J. Stiglitz. À la mi-2008, le contingent de l'armée états-unienne oscillait entre 154 000 et 162 000 soldats. Au total, depuis mars 2003, plus d'un demi-million de soldats états-uniens avaient effectué au moins une mission en Irak. Le concept de «force totale», nouvellement utilisé par les autorités militaires, regroupe non seulement les soldats et les réservistes des armées régulières de la coalition, ainsi que les fonctionnaires civils de la défense, mais aussi les contractants militaires et civils des sociétés privées déployés pour

l'effort de guerre. Ces derniers auraient été près de 182 000 en Irak mi-2007 (source *Los Angeles Times*), dont de 20 à 75 000 mercenaires combattants actifs. Selon les chiffres officiels, le nombre de tués parmi les soldats de la coalition depuis le début de la guerre d'Irak atteignait 4 438 en juillet 2008, dans leur immense majorité de nationalité états-unienne (4 124 morts) – les autres étant citoyens des pays alliés : britanniques (176), Italiens (33), Polonais, Ukrainiens... Mais certaines sources alternatives avancent des chiffres beaucoup plus élevés dans les rangs de la coalition. Le mouvement « IVAW » (des Vétérans de l'Irak contre la guerre) estime les pertes réelles subies par les forces armées des États-Unis à plus de 25 000 morts. Selon les porte-paroles du mouvement, des artifices seraient utilisés par les autorités militaires pour minorer le nombre de tués. Par exemple, les soldats gravement blessés au combat en Irak et évacués vers les hôpitaux militaires implantés sur les bases états-uniennes en Allemagne (pivot du soutien médical des armées de la coalition) sont enregistrés comme « morts en Allemagne », même s'ils décèdent au cours de l'évacuation (trajets vers l'aéroport ou en avion...). Les informations concernant les suicides de soldats restent également censurées – ce qui n'est pas nouveau.

Le silence assourdissant des médias dominants ne fera disparaître ni les crimes ni les morts civils. Le peu d'intérêt porté aux souffrances des peuples agressés par l'impérialisme explique dans une large mesure l'incertitude des statistiques relatives au nombre de citoyens irakiens (civils ou militaires) tués depuis le début de la guerre : 400 000 morts selon l'*Iraqi Health Ministry* (juin 2006), 665 000 morts selon *Lancet* (à la même date), 1 033 000 morts selon l'estimation de *Opinion Research Business* (août 2007)... Un point fondamental est que l'opposition à la guerre grandit, y compris à l'intérieur de l'armée des États-Unis. On se souvient du rôle qu'a joué dans le passé le mouvement « RITA » (*Resistance Inside The Army*, résistance à l'intérieur de l'armée). « RITA », né à Paris en 1967, à l'initiative de soldats états-uniens opposés à la guerre du Viêt-nam, eut un impact non négligeable sur les jeunes conscrits, au point que cette opposition, qui entraîna une perte relative de contrôle du commandement militaire sur de nombreux appelés, a selon nous directement contribué à la décision d'abandon de la conscription aux États-Unis en 1973. Aujourd'hui, « IVAW » (*Iraq Veterans Against the War*) poursuit ce combat. C'est à la convention des *Veterans for Peace* (vétérans pour la paix) en juillet 2004 à Boston qu'a été fondé le mouvement « IVAW », afin de faire entendre la voix des militaires d'active et

des vétérans opposés à la guerre d'Irak, mais contraints sous les pressions de garder le silence⁵.

Les propriétaires du capital mondialement dominant procéderont-ils au plus gigantesque détournement de fonds de l'histoire, au nom de l'« union sacrée », pour sauver le capitalisme des oligopoles financiers, sans rébellion des peuples ? La gravité de la crise ouvre sur des perspectives si diverses qu'il n'est pas possible d'écarter les plus périlleuses pour l'humanité. L'approfondissement de cette crise aux États-Unis, combiné à leur prochaine défaite militaire en Irak, pourrait éroder leur hégémonie planétaire. Au bénéfice de qui ?

⁵ Extraits du manifeste des IVAW : « Nous sommes opposés à la guerre d'Irak : 1) elle est fondée sur le mensonge, 2) elle viole la loi internationale, 3) elle est dirigée par les firmes transnationales en quête de profit, 4) elle entraîne chaque jour un nombre considérable de morts parmi les civils, 5) elle fait oublier que les soldats ont le droit de la refuser, 6) elle cause de graves effets sur la santé des soldats en service, 7) elle impose des sacrifices insupportables à nos familles, 8) elle vole des ressources qui seraient mieux affectées chez nous, 9) elle déshumanise les Irakiens et nie leur droit à l'auto-détermination, 10) elle épuise nos militaires par de répétés et injustifiés déploiements. Nous sommes pour le retrait immédiat de nos troupes d'Irak, parce que les prétextes donnés pour l'invasion étaient frauduleux, l'occupation est la motivation même des insurgés et des extrémistes religieux, la présence de nos militaires n'empêche pas les violences et diminue même notre « autorité morale », l'arrêt de la guerre est souhaité par une majorité de nos concitoyens et de militaires états-uniens... »